**AT : JOURNEE ANIMATION PEDAGOGIQUE STMS 05 DECEMBRE 2017**

**OBJECTIF :** élaborer une AT à partir de documents mis à disposition

**Présentation de l’AT**

* **Trame AT**: ci-dessous = 6 annexes + sites ; 4 questions ; 3 séances de 2H
* **Aspect motivant :** question de société qui peut les intéresser, usage des nouvelles technologies, travail en binôme, restitution des réponses sur des supports variés, entraînement à l’examen
* **Plus-value / activité plus dirigée :** gestion du temps par chaque binôme, appropriation des annexes et sélection des informations plus **autonome**,
* **Difficultés de conception :** définir l’ensemble des objectifs avant de choisir les annexes, varier les supports, évaluer le temps, réfléchir aux modalités de restitution

**Pôle 8** : Quels politiques et dispositifs sociaux pour favoriser le bien-être social ?

**Parties du programme** :

**Prérequis programme de Première**: droits sociaux, notion de besoin, émergence d’un problème social, concepts (pauvreté, précarité, exclusion sociale), protection sociale (aide sociale)

**Terminale ST2S** : politique sociale, droits sociaux, accès aux droits

**Titre : Le RSA : un dispositif de lutte contre l’exclusion ?**

**Objectifs :**

* **Identifier les besoins des personnes en situation de précarité**
* **Présenter un dispositif de lutte contre la précarité et la pauvreté**
* **Expliquer l’approche transversale du dispositif du RSA**
* **Repérer les difficultés d’accès aux droits**

« Le non-recours au revenu de solidarité active (RSA), toutes composantes confondues, concerne une personne éligible au dispositif sur deux. Compte tenu des montants non perçus par les non-recourants, ce taux élevé de non-recours induit mécaniquement une efficacité moindre du RSA en matière de lutte contre la pauvreté. De ce point de vue, l’identification des vecteurs de non-recours est un enjeu majeur des politiques de lutte contre l’exclusion. »

**Paul DOMINGO, Muriel PUCCI.**Les vecteurs du non-recours au RSA du point de vue de l’usager.***CNAF, Synthèses et statistiques N° 113****,* septembre 2013

Lancement de l’AT sous la forme d’un brainstorming : le RSA, c’est quoi ?

(Tableau ou Padlet ou nuage de mots wordart)

1 : Présenter le RSA à partir d’une recherche sur le site viepublique.fr.

* Réaliser un diaporama (date de création, objectifs, RSA socle et prime d’activité, RSA jeunes, conditions d’attribution, organisme, montants, droits afférents…).

2 : Caractériser les bénéficiaires du RSA socle en France et repérer les besoins des bénéficiaires potentiels.

* Réaliser un schéma ou une carte mentale

3 : Montrer en quoi le dispositif du RSA s’inscrit dans le cadre d’une politique sociale transversale.

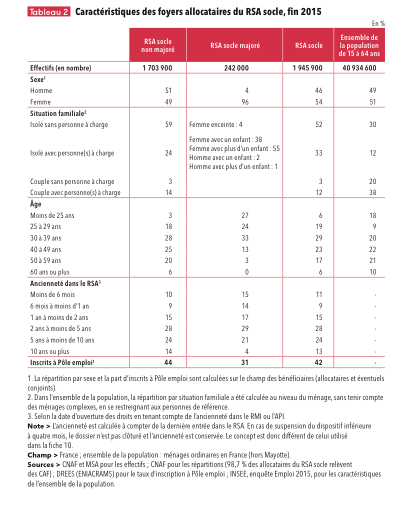
# *Utiliser également le site Internet ministère des Solidarités et de la Santé sur le  Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l’inclusion sociale.*

* Rédiger une réponse structurée

4 : Expliquer les raisons du non-recours au RSA de personnes qui pourraient en bénéficier et préciser les conséquences de ce non-recours.

* Présenter votre réponse sous forme de tableau.

**ANNEXE 1 : Caractéristiques des foyers allocataires du RSA socle , fin 2015**



**DREES. *Minima sociaux et prestations sociales***, édition 2017. Disponible sur <http://drees.solidarites-sante.gouv.fr>, (consulté le 5 décembre 2017).

**ANNEXE 2 : La santé des allocataires du RSA fragilisée**

**Une étude du service statistique des ministères sociaux montre que les bénéficiaires des minimas sociaux renoncent plus souvent aux soins que le reste de la population, par manque de moyens.**

Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) affirment être en moins bonne santé que le reste de la population et renoncer plus souvent à une consultation médicale pour raisons financières, indique lundi une étude de la Drees (service statistique des ministères sociaux).

Selon cette enquête réalisée fin 2012 auprès de 8 450 personnes couvertes par un minimum social, moins de 60% des bénéficiaires du RSA, âgés de 18 à 59 ans, déclarent un état de santé *«bon»* ou *«très bon»*. Dans la même tranche d’âge, le pourcentage s’élève à 77% dans l’ensemble de la population métropolitaine. Et la part des bénéficiaires du RSA se déclarant en *«mauvaise»* ou *«très mauvaise»* santé est trois à quatre fois supérieure à celle de la population générale, poursuit l’étude.

Alors que leurs besoins de soins sont plus importants, les allocataires du RSA déclarent plus souvent renoncer, pour raisons financières, à consulter un médecin ou à recevoir des soins dentaires : 18% contre 4% pour l’ensemble de la population concernant le médecin, 27% contre 11% pour le dentiste. ( …)

La santé des allocataires du RSA fragilisée***. Libération,*** 23 juin 2014

**ANNEXE 3 : Vivre avec un revenu de précarité active**

Près de deux millions de Français touchent le RSA. Parmi eux, Dominique, Riad, T-J et Chantal, tous dans des situations très difficiles. Ils doivent joindre les deux bouts avec quelques centaines d’euros par mois

Chaque mois, c’est la même attente : scruter le calendrier et patienter jusqu’au 5, pour voir son compte en banque garni de quelques centaines d’euros. Un RSA (1) pour survivre, de nouveau, pendant quatre autres semaines. Parfois, l’attente se prolonge. *«Si le 5 tombe un vendredi, tu sais que tu ne toucheras pas ton argent avant le mardi d’après»,* explicite T-J, l’un des allocataires du revenu de solidarité active que *Libération* a rencontrés. Aucun, sauf Chantal, n’a souhaité apparaître avec son vrai nom et prénom, ni se faire photographier. Par pudeur, par gêne, peut-être, au moment d’évoquer ce que signifie se débrouiller avec ce minimum vital. Héritier du revenu minimum d’insertion (RMI), auquel il a succédé en 2009, le RSA est aujourd’hui versé à près de deux millions de Français. ( …)

Cette misère trouve aussi ses racines dans des parcours de vie chaotiques. Celle de T-J a basculé lorsqu’il a rencontré *«Madame Vodka».* Dans les années 80, l’homme travaille à la Bourse. Son goût pour la bouteille le fait dégringoler. Pendant sept ans, il vit à la rue. *«J’ai gagné mon combat contre l’alcool, une drogue dure, mais ça a été très dur et très long de remonter la pente.»* Après avoir travaillé pendant une quinzaine d’années auprès de personnes âgées, T-J vit aujourd’hui dans un studio du XIIIe arrondissement de Paris. Il ne travaille plus, a décidé de se laisser *«un peu de répit»* dans une période *«pas facile»* pour lui : sa compagne est soignée en Normandie pour un cancer du pancréas, sa mère vient d’être placée dans un établissement pour malades d’Alzheimer. Une fois son loyer payé, son RSA lui laisse environ 470 euros pour vivre.

**Un an dans sa voiture**

Dominique, 33 ans, est orphelin. Cet assistant de gestion dit que le décès de ses parents, survenu au cours de ses études, l’a *«perturbé».* L’homme à la voix douce a souffert lors de son dernier poste, notamment des rapports tendus avec sa supérieure. Dominique a perdu confiance en lui : *«En général, mes recherches d’emploi se passent très mal. J’ai l’impression de me retrouver face à un jury, il n’y a pas d’échange.»* Après avoir démissionné de son travail, il ne touche que 85 euros de prime d’activité (versée en décalage), en attendant que son dossier de RSA aboutisse. Seul réconfort : il sait où il va dormir le soir, ayant hérité d’un studio à Paris. *«Mais je ne me sens pas du tout privilégié,* prévient-il. *Comme propriétaire, il y a certaines aides auxquelles je ne peux pas prétendre, et je dois payer les charges de copropriété et les impôts.»*

Quant à Riad, 58 ans, ce sont des ennuis de santé qui l’ont fait basculer. Quatre infarctus à la fin des années 2000 et sa boîte de livraison qui périclite. La suite est presque classique : pas d’indemnités chômage en raison de son statut d’indépendant, des loyers impayés, une expulsion, et un an à dormir dans sa voiture, garé *«dans les stations-service aux portes de Paris». «Je disais à mes enfants que j’étais hébergé chez un ami»,* se souvient Riad. Désormais logé dans un centre d’urgence du XIe arrondissement, Riad, originaire de la ville algérienne de Constantine, prépare le lancement de son entreprise, qui fera de la livraison entre la France et l’Algérie.

Chantal, elle, travaille une vingtaine d’heures par mois : des ménages chez des particuliers. Son revenu est complété par l’ancien RSA-activité (aujourd’hui appelé **prime d’activité**). Originaire de Sannois, dans le Val-d’Oise, elle a arrêté l’école en sixième et n’a jamais suivi de formation. Pour s’occuper de ses deux enfants, qui ne connaissent pas leur père, cette femme de 50 ans fait avec les moyens du bord. Une fois payé son loyer, son budget mensuel s’élève, en moyenne, à 450 euros. Et avec ça il faut régler les factures de téléphone (60 euros mensuels pour elle et le portable de sa fille), de gaz et d’électricité (35 euros) ou encore l’assurance de la voiture (30 euros). *«Quand je vais faire les courses, je ne fais pas n’importe quoi.»* Les produits de marque, en général, elle évite. Sauf ceux dont elle ne peut pas se passer car ils ne contiennent pas de gluten, auquel son fils Dylan est allergique. *«Le reste, ça va dans les habits des enfants pour qu’ils soient présentables»,* poursuit-elle. Il y a encore quelques années, Chantal se rendait aux Restos du cœur. Mais le jour de Noël 2014, elle a trouvé dans son salon son frère qu’elle hébergeait. Mort. *«On avait une personne de moins à nourrir. J’ai décidé de ne plus aller aux Restos. On n’avait plus besoin. Au bout de trois ans, ça serait dur d’y retourner.»*

**Horizon immédiat**

Pour tenir son budget, Dominique, de son côté, a diminué *«la viande et les fruits»* et se débrouille avec une amie : il lui repasse ses fringues, en échange elle lui *«prend des trucs au supermarché quand elle va faire les courses».* Dans son studio, il n’allume jamais le chauffage, sauf quand la température descend en dessous de 0 °C. Il compte aussi sur le soutien de ses proches, dont les chèques à Noël ou pour son anniversaire servent à payer la taxe foncière. Riad aussi peut s’appuyer sur l’aide indispensable de ses enfants. La quasi-totalité de son RSA passe dans la location du petit bureau qui fait office de siège social à sa nouvelle entreprise. Par ailleurs, le quinqua peut prendre ses petits déjeuners et dîners au centre d’hébergement d’urgence où il vit. *«Et je n’ai jamais déjeuné le midi, ça me fait dormir»,* précise-t-il. T-J, lui, fait parfois la manche, quand le découvert arrive plus tôt que prévu. Mais cette économie de la débrouille est aussi une économie du renoncement. Pour boucler les fins de mois, tous freinent des quatre fers certaines dépenses. Illustration avec T-J : *«J’ai récupéré un jean de marque, mais je ne le porte pas car la fermeture éclair est cassée, et je ne peux pas me permettre de la changer.»* Dominique, lui, a *«renoncé à [sa] vie sociale».«Aller boire un verre avec des amis, j’ai arrêté»,* soupire-t-il. Même sentence de Riad : *«Le resto, le café au zinc, c’est terminé.»* Un verre à cinq euros à la terrasse d’un bistrot parisien c’est presque 1 % du RSA. Il montre ses cheveux en rigolant. Il a investi dans une tondeuse, histoire d’économiser les frais de coiffeur : *«En deux ans, elle a été amortie.»*

Parfois, l’éventualité même d’autres horizons n’existe pas. *«Je ne suis jamais partie en vacances de ma vie, ni même en week-end*, confie Chantal. *Si j’avais l’argent, oui, j’aimerais bien, mais je ne sais pas trop où.»* Ses deux enfants non plus n’ont pas quitté le Val-d’Oise, même avec le Secours populaire. *«Ils préfèrent rester ici avec leurs copains.»* Cette vie sociale en berne a un corollaire : l’isolement qui grandit et la déprime qui guette. *«Quand on est au RSA, on a tendance à se recroqueviller sur soi-même,* illustre T-J, qui s’évade grâce aux séances de cinéma offertes par une association. *On vit une sorte de honte, de ras-le-bol aussi parfois.»* Dominique : *«A un moment, j’ai eu un temps partiel dans une bibliothèque parisienne. J’ai passé mon temps à mentir sur ma situation aux étudiants qui bossaient avec moi. C’est très délicat de bâtir une relation sociale sur du mensonge.»* Riad se souvient de ces rendez-vous professionnels qu’il a dû annuler, lorsqu’il travaillait à la création de son entreprise : *«Je n’allais quand même pas recevoir la personne dans la chambre que je partage avec un autre résident du centre !»* Son seul rêve pour la suite est de pouvoir louer de nouveau un appartement, pour retrouver son autonomie. Mais les loisirs, il n’y pense plus. *«Tous les étés, j’emmenais mes enfants en vacances sur la Côte d’Azur. C’était la belle époque. Cette envie, elle est partie. Je n’ai plus le goût.»* A 58 ans, il dit qu’il pensera à la retraite *«quand il sera mort».*

Pour tous, l’horizon est quasi immédiat. Le moindre coup dur, et c’est un équilibre précaire qui se rompt. Comme cette fois où Dominique a eu de gros problèmes de plomberie dans son appartement. *«J’espérais que le chèque ne serait pas encaissé trop vite, le temps que l’assurance me rembourse. Du coup j’ai retiré très vite du liquide, histoire d’être sûr de continuer à manger, même si ma carte bleue était bloquée.»* Chantal croise également les doigts. Sa voiture, quinze ans au compteur, tient le choc. Son frigo fait bien un peu de bruit, mais le changer, *«c’est 400 ou 500 euros».* Soit un mois de revenu. Dominique résume : *«J’ai peur qu’il m’arrive quelque chose, parce que je ne peux pas couper encore plus mon budget.»* Ces quatre allocataires du RSA disent ne pas avoir (encore) dû renoncer à des soins, grâce à leur CMU-C. *«Ma vie a été dure, mais je m’accroche,* souffle T-J, l’ancien sans-domicile. *Vu mon trajet, normalement, je devrais être mort.»* Il s’arrête, repart de plus belle. *«Ceux qui parlent d’assistanat, ce sont des beaufs, des blaireaux. Ont-ils la moindre idée de ce que je peux vivre dans ma tête ? Est-ce que le sens de ma vie, c’est d’attendre le 5 du mois pour vivre avec 470 euros ?»*

(1) Si l’allocataire touche une aide au logement, le montant du RSA qui lui est versé est de 472 euros pour une personne seule, 676 euros pour une personne avec enfant, et 806 euros pour une personne avec deux enfants.

**Sylvain MOUILLARD**. Vivre avec un revenu de précarité active. ***Libération du 9 avril 2017.*** Disponible sur

<http://www.liberation.fr/france/2017/04/09/vivre-avec-un-revenu-de-precarite-active_1561571>,

(consulté le 5 décembre 2017)

**ANNEXE 4 : Les conditions de logement des bénéficiaires de minima sociaux en 2012 : difficultés d’accès, surpeuplement et contraintes budgétaires**

À la fin 2012, plus du tiers des bénéficiaires de minima sociaux sont locataires du secteur social. Parallèlement, environ un quart ne dispose pas de son propre logement : 18 % sont hébergés par des proches ou occupent un logement prêté (contre 4 % des personnes du premier quintile de niveau de vie), 2 % vivent dans des foyers ou des résidences sociales et 3% sont à l’hôtel, en centre d’hébergement, dans une habitation mobile ou sans domicile.

(…) Le logement est surpeuplé pour un allocataire sur cinq, soit trois fois plus souvent qu’en population générale. Ces allocataires rencontrent aussi souvent des difficultés financières liées à leurs dépenses de logement : plus d’un tiers d’entre eux n’ont pu y faire face au cours des douze derniers mois.

Les bénéficiaires «  de la prime d ‘activité » et du RSA socle majoré, plus souvent locataires en secteur social, sont ceux qui disposent le plus souvent de leur propre logement, mais une personne sur trois percevant le RSA socle majoré vit dans une habitation surpeuplée. Les bénéficiaires de l’ASS (allocation de solidarité spécifique) et de l’AAH (allocation aux adultes handicapés) sont les moins confrontés aux situations de surpeuplement **∆**.

**∆** « surpeuplement » : se dit d‘un logement pour lequel il manque une (« surpeuplement modéré») ou deux pièces (« surpeuplement accentué ») par rapport à la norme.

**DREES.** Les conditions de logement des bénéficiaires de minima sociaux en 2012 : difficultés d’accès, surpeuplement et contraintes budgétaires. Disponible sur <http://drees.solidarites-sante.gouv.fr>,

(consulté le 5 décembre 2017).

**ANNEXE 5: Lutte contre le non-recours aux aides sociales(…)**

**De nombreux Français éligibles aux prestations sociales ne les demandent pas, à cause notamment de la complexité administrative. Cette situation a un coût économique et social important.**

Cette situation permettrait «d’économiser» environ 10 milliards d’euros par an. Mais le non-recours aux aides sociales, c’est-à-dire le fait de ne pas demander ou toucher une prestation à laquelle on est pourtant éligible, s’il «profite» a priori aux finances publiques, est un fléau. Selon une estimation de septembre 2016, réalisée pour le compte de l’Assemblée nationale, 36% des personnes qui ont droit au revenu de solidarité active (RSA socle) n’effectuent pas les démarches pour le percevoir. Idem pour 21 à 34% des personnes éligibles à la couverture maladie universelle (CMU). En ce qui concerne l’aide au paiement d’une complémentaire santé (ACS), à laquelle sont éligibles les personnes dont les ressources sont un peu trop importantes pour être couvertes par la CMU-C mais qui restent en situation de fragilité économique, on estime le taux de non-recours à jusqu’à 70%.

Chez les jeunes, c’est à peine mieux : selon l’Odenore, un jeune sur cinq n’effectue pas les démarches pour bénéficier des prestations auxquelles il a droit. Et la situation empire quand les aides changent de nom ou de périmètre : quelques mois après que le revenu minimum d’insertion (RMI) est devenu, fin mai 2009, le revenu de solidarité active (RSA), on a observé que près de 70% des personnes éligibles au RSA n’en avaient pas fait la demande(…)Méconnaissance de ses droits, procédures administratives fastidieuses , ( …) : nombreux envois de courriers et des déplacements à chaque évolution de situation…»), et/ou sentiment de honte à «réclamer» (surtout quand des responsables politiques fustigent le prétendu «assistanat»…) expliquent en partie ce phénomène. Le problème, c’est non seulement que la pauvreté «coûte cher», ainsi que l’a formulé le Sénat, mais aussi que le non-recours a des conséquences économiques sur les territoires. Philippe Warin, directeur de recherche au CNRS et membre de l’Observatoire du non-recours aux droits et services (Odenore), donne ainsi l’exemple de l’aide personnalisée d’autonomie, qui permet de financer des emplois d’aide à la personne et donc de générer salaires, cotisations, impôts, consommation etc.

Résultat : la Sécurité sociale (pour les prestations familiales ou de santé) ou les départements (pour le RSA ou l’APA notamment), font des «économies» (1), mais les plus précaires sont fragilisés. En 2011 par exemple, si 7,5 milliards d’euros ont été dépensés pour les bénéficiaires du RSA, 5,3 milliards ont été «économisés» parce que des bénéficiaires potentiels du RSA ne l’ont pas demandé, selon les chiffres du politologue Philippe Warin (…)

**Kim HULLOT-GUIOT. *Libération*,** 10 janvier 2017.

**ANNEXE 6 : Quels sont les droits et devoirs des bénéficiaires du RSA ?**

Le revenu de solidarité active (RSA) donne des droits au bénéficiaire, mais la loi lui impose aussi, dans certains cas, des obligations d’insertion. On parle alors des « droits et devoirs » des bénéficiaires du RSA.

Les bénéficiaires du RSA, disposent de plusieurs autres droits. : affiliation à la Puma, bénéfice de la CMU-C, réductions possibles pour les transports ou les factures de téléphone.(...)

Le bénéficiaire du RSA étant soumis aux obligations d’insertion, sa situation est examinée en principe par les services du conseil départemental qui déterminent l’accompagnement le plus adapté pour faciliter son accès à l’emploi ou consolider ses capacités professionnelles.

On parle souvent d’orientation professionnelle sociale, ou socioprofessionnelle ; Cela correspond à l’objectif de l’accompagnement qui sera proposé au bénéficiaire :

- **orientation professionnelle** : l’objectif est de rechercher un emploi, l’accompagnement est en principe confié à Pôle emploi, même si la loi prévoit que le département (conseil départemental) peut choisir de faire appel à un autre organisme ;

-  **orientation sociale** : il s’agit en premier lieu de résoudre les difficultés sociales de la personne, qui posent problème pour rechercher un emploi ;

**- orientation socioprofessionnelle** : il s’agit de résoudre les difficultés sociales de la personne tout en l’aidant à rechercher un emploi ou à créer son activité professionnelle.

**Ministère des solidarités et de la santé.** Quels sont les droits et devoirs des bénéficiaires du RSA ?

Disponible sur solidarites-sante.gouv.fr (consulté le 5 décembre 2017)

**Autres documents possibles à rajouter** : ***Lien social n° 1207***, du 11 au 24 mai 2017, Les oubliés du numérique, plan de 2013-2015 sur la pauvreté et l’inclusion sociale

*Remarque de l’inspection : une analyse des sources de cette AT (quotidien Libération et sites institutionnels) peut compléter le travail effectué sur cette thématique.*